

Communiqué
Pour diffusion immédiate

**Une étude de KPMG sur le potentiel touristique et économique
des événements majeurs internationaux :
Les plus grands événements du Québec offrent d’être partenaires des
gouvernements pour donner un nouvel élan au tourisme, relancer l’économie et
créer de la richesse**

MONTRÉAL, le 12 février 2015 – Les dirigeants de 28 des plus grands événements et festivals d’ici, réunis sous la bannière du Regroupement des événements majeurs internationaux (RÉMI), proposent aux gouvernements du Québec et du Canada d’adopter différentes nouvelles mesures afin de permettre un meilleur financement de leur industrie, son développement et un nouvel essor pour le tourisme en général, ce qui aurait pour conséquence de créer de la richesse et de faire rentrer plus d’argent dans les coffres de l’État.

Dans la foulée et à quelques semaines de la présentation des budgets, ils rendent publics les faits saillants d’une étude de KPMG réalisée au cours des derniers mois et intitulée « Développer le plein potentiel touristique et économique des événements majeurs internationaux : un levier essentiel à la création de richesse ». Il s’agit d’un document qu’ils veulent mettre au centre de leurs discussions avec la ministre du Tourisme, Mme Dominique Vien, au moment où elle dirige une révision de la gouvernance et du modèle d’affaires dans l’industrie.

Nouvelles avenues de financement

Afin que les événements majeurs internationaux soient mieux soutenus et leur permettre d’accroître le nombre de touristes internationaux, KPMG a fait une recension de nouvelles avenues de financement potentielles qui deviennent une intéressante plateforme pour le RÉMI, à quelques semaines de la présentation des budgets, à Ottawa et à Québec. Il est permis de croire que l’adoption de certaines de ces mesures permettrait de maximiser l’effet de levier des fonds publics et augmenterait les revenus autonomes et le financement privé.

Parmi ces mesures, le RÉMI mise d’abord et avant tout sur l’uniformisation de la taxe d’hébergement par le gouvernement du Québec et, surtout, sur une redistribution plus équitable de ses fruits, qui doivent impérativement soutenir le développement du produit touristique. Les dirigeants plaident aussi en faveur du maintien d’un volet soutenant l’innovation. Ils proposent des mesures d’appariement, liés à la croissance et à la performance, ou encore aux revenus autonomes. Ils souhaitent l’instauration d’un seuil minimum pour les commandites des sociétés

d'État. Ils suggèrent également une contribution pour les voyageurs internationaux, pour développer l'offre touristique québécoise et réduire le déficit touristique, par exemple à partir de l'existant Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages. L'instauration de mécanismes de contributions locales, de même que la mise en place d'un crédit d'impôt remboursable complètent la liste des voies possibles de financement à explorer avec le gouvernement du Québec.

À Ottawa, le RÉMI demande la mise en place d'un programme dédié au développement de produit, qui n'existe plus depuis la fin du Programme de manifestations touristiques de renom. L'association suggère la mise en place d'un crédit d'impôt remboursable pour les événements et un autre pour les producteurs de spectacle, comme il en existe un au Québec. Évidemment, le gouvernement fédéral pourrait, avec l'industrie touristique, réfléchir à la contribution de voyageurs internationaux, alors que le déficit touristique du pays atteint des sommets, à 18 milliards \$ en 2013.

L'étude, en résumé

L'étude de KPMG conclut que le potentiel touristique des événements majeurs internationaux demeure sous-développé, étant donné qu'ils sont d'importants « moteurs » d'attraction touristique et de retombées économiques.

Le document établit aussi qu'avec plus de moyens, les événements majeurs seraient en mesure de poursuivre leur croissance, de mieux affronter la concurrence internationale, de bonifier leur produit et l'expérience des festivaliers. L'étude de KPMG met à jour quelques données importantes, à savoir que les subventions gouvernementales ne représentaient plus que 16 % des sources de revenus, 84 % étant privées et autonomes. Elle établit que les bénéfices d'exploitation des membres du RÉMI ont diminué depuis 2011 jusqu'à devenir négatifs en 2013, avec un déficit moyen de 1,1 % des revenus. Elle évalue que les retombées économiques des membres du RÉMI se chiffraient en 2013 à 362 millions \$, dont 202,3 millions \$ en retombées touristiques et 159,8 millions \$ en dépenses d'exploitation. L'an dernier, à eux seuls, les membres du RÉMI ont procuré 23,4 millions \$ en recettes fiscales au gouvernement fédéral et pas moins de 41,2 millions \$ au gouvernement du Québec. Dans chacun des cas, les gouvernements sont allés chercher en taxes et impôts deux fois et demie leur mise, dans la même année, puisqu'ils avaient investi respectivement 9,1 millions \$ et 16,6 millions \$, tous ministères et organismes confondus, dans les événements majeurs internationaux membres.

« C'est donc un partenariat gagnant sur toute la ligne qu'on veut relancer et amener à un niveau supérieur, a fait valoir la présidente du conseil d'administration du Regroupement, Mme Louise Beaudoin. Pour le gouvernement, qui encaissera toujours des revenus plus grands que ses subventions; pour l'économie en général, puisque les hôteliers et entreprises de tous types bénéficieront de la manne; pour les événements eux-mêmes qui auront des retombées multiples et se développeront et, enfin, pour les Québécoises et Québécois qui auront accès à un "produit" amélioré, tout en bénéficiant indirectement de l'argent laissé par les touristes », a-t-elle ajouté.

« L'étude de KPMG conclut que le potentiel touristique des événements majeurs internationaux demeure sous-développé, étant donné qu'ils sont d'importants "moteurs" d'attraction touristique et de retombées économiques », a pour sa part déclaré le président-directeur général du RÉMI, M. Martin Roy. « Elle nous dit surtout que le Québec et le Canada ne peuvent se permettre de ne pas investir davantage dans l'industrie touristique et ses événements majeurs internationaux », a-t-il rappelé.

L'étude repose sur des données fournies par les membres du RÉMI (27 sur 28) de même que par huit des 11 membres hors Québec que compte Festivals et Événements Majeurs Canada (FEEM), une association pancanadienne qui travaille de concert avec le RÉMI. Cette participation de FEEM permet de dire que, généralement, les données québécoises et canadiennes se rejoignent, même si à certains égards on observe des différences intéressantes. Pour la directrice générale de l'organisation, Mme Andrea Witmer, « cette importante étude est arrivée à point nommé. Elle a permis à l'industrie de travailler ensemble et lui donne aujourd'hui l'occasion de présenter de nouvelles données convaincantes à ses interlocuteurs, au gouvernement fédéral. »

Sont membres du RÉMI : Amnesia Rockfest, le Carnaval de Québec, la Coupe Rogers, Divers/Cité, le Festival d'été de Québec, le Festival d'été de Tremblant, le Festival des films du monde de Montréal, le Festival Go vélo Montréal, le Festival International de Jazz de Montréal, le Festival International Rythmes du monde de Saguenay, le Festival Juste pour rire, le Festival de Lanaudière, le Festival Mode et Design Montréal, le Festival de Montgolfières de Gatineau, le Festival Montréal en Lumière, le Festival Western de St-Tite, les Fêtes de la Nouvelle-France SAQ, les FrancoFolies de Montréal, le Grand Rire de Québec, les Grands Feux Loto-Québec, Heavy Montréal, Igloofest, L'International de montgolfières de Saint-Jean-sur-Richelieu, L'International des Feux Loto-Québec, le Mondial des Cultures de Drummondville, Montréal Complètement Cirque, OSHEAGA — Festival Musique et Arts et les Régates de Valleyfield.

— 30 —

Les faits saillants de l'étude et d'autres documents afférents sont disponibles en ligne à www.remi.qc.ca/documents.

Source :

Martin Roy

Président-directeur général

Regroupement des événements majeurs internationaux

www.remi.qc.ca

remi@remi.qc.ca